

la réparation des torts causés aux Français, en même temps qu'ils ont assuré à nos compatriotes des garanties suffisantes ;

Enfin que les termes de ces traités sont assez modérés pour que l'on puisse espérer de voir les ressentiments s'apaiser de part et d'autre, et les relations se rouvrir avec des chances de durée.

NOTE XII.

CONCLUSION.

*Néréide, en mer, 30 avril 1839.*

Enfin nous voici partis. — Après six mois de séjour devant les affreux écueils de la Vera-Cruz et d'Anton-Lizardo, ce n'est pas sans joie que nous sentons notre frégate en mouvement, faisant usage de ses jambes ; nous humons avec plaisir le grand air du large et notre regard est heureux, en faisant le tour de l'horizon, de n'y plus rencontrer ni sables ni rescifs qui l'arrêtent. Nous voici de nouveau dans notre vie de marins : cheminant sur les solitudes des mers, attentifs au vent qui souffle ou qui va souffler, nos mâts chargés de voiles, et notre demeure se balançant.

Tout cela n'est pas sans prix quand on est resté enchaîné pendant six mois sur des côtes inhospitalières dont l'aspect monotone et silencieux contristait l'œil. Sans doute les commencements de ce séjour ont été joyeux et animés. Nous avons fait de grandes et glorieuses choses et tracé une des belles pages de notre carrière maritime ; nous avons préparé pour nos vieux ans des souvenirs que le temps nous rendra plus précieux et plus chers encore ; mais après ces premiers temps de vie et de mouvement, quel triste blocus, quelle maussade attente, quelle fâcheuse indécision, quel désolant repos !

Aussi, nous crions aujourd'hui : *vive la mer !*

Disons quelques mots de ce dernier mois qui vient de s'écouler, le dernier et le plus long, car il s'est passé en attente et en incertitudes.

Le 6 avril, la forteresse avait été remise aux Mexicains, ainsi que je l'ai dit ailleurs. La frégate amirale avait quitté ce même jour le port de la Vera-Cruz et était venue prendre le mouillage de l'île Verte. Nous avions l'espoir de ne rester là que quelques jours seulement, puisque nous n'attendions plus pour partir que la seconde expédition des ratifications et la remise des délégations sur la douane de la Vera-Cruz, pour le paiement de l'indemnité. Mais tout cela ne s'est fait ni si vite ni si facilement que nous le pensions, puisque c'est avant-hier seulement, 28 avril, que nous avons pu mettre à la voile.

Voici les dates de quelques faits qui se sont passés pendant que nous attendions ainsi l'accomplissement des engagements que le cabinet mexicain avait encore à remplir.

Le surlendemain de la remise de la forteresse, dans la matinée, on aperçut une grande fumée sur la ville. Les signaux faits par le brig le *Cuirassier*, laissé en station dans le port de la Vera-Cruz, nous apprirent qu'un incendie venait de se déclarer. Aussitôt tous les secours nécessaires furent envoyés. Le *Phaéton* fit une tournée dans les mouillages, prenant les chaloupes à la remorque, pour les remonter jusqu'à la Vera-Cruz, contre un vent de nord qui commençait à s'élever. Déjà, par les soins du capitaine du *Cuirassier*, des pompes étaient en mouvement. C'était dans la douane même que le feu avait éclaté.

Nos marins ont rivalisé de zèle et d'ardeur pour se rendre maîtres de l'incendie, et grâce à eux, on a pu l'empêcher de s'étendre, comme il menaçait de le faire, sur tout un quartier de la ville.—Les habitants de la Vera-Cruz, malgré leurs préventions mexicaines contre nous, n'ont pu s'empêcher d'admirer le courage, le dévouement, et en même temps l'ordre avec lequel agissaient nos marins, et aussi la bienveillance avec laquelle ils se portaient au secours de leur ennemi de la veille.

Le trouble que cet événement avait occasionné dans la ville, avait été redoublé encore par la nouvelle, arrivée le matin même, qu'un fort parti fédéraliste avait quitté Tuxpan et marchait sur la Vera-Cruz. Les Anglais qui sont fort occupés de leurs propres intérêts, en toute circonstance, avaient fait débarquer, non des pompes, mais des soldats de marine, pour protéger leurs négociants en cas d'attaque, et pour aider à transporter de l'argent à bord d'une corvette qui avait pris, en hâte,

mouillage devant la ville. Fort occupés de cette opération, ils n'avaient pas le temps de songer à l'incendie; on doit pourtant leur rendre cette justice de dire que, sans doute, ils auraient été très-fâchés de voir la ville entièrement brûlée; ce qui le prouve, c'est que l'amiral, avant notre départ, a reçu communication, par le représentant de S. M. B. à Mexico, des remerciements du commerce anglais pour les services rendus, par nos marins, dans cet incendie.

L'amiral était descendu à terre et s'était entendu avec le général Victoria pour que le bon ordre fût maintenu; il lui avait témoigné sa disposition à lui donner les secours dont il aurait pu avoir besoin à cet effet. Toutes les précautions étaient prises pour que, dans le cas où les fédéralistes se présenteraient, nos négociants et notre commerce fussent suffisamment protégés contre eux; et l'amiral avait écrit au chef fédéraliste que, tout en restant neutre, comme il l'avait fait jusqu'alors, entre la cause fédérale et la cause centraliste, cependant, si les troupes fédéralistes n'observaient pas l'ordre le plus parfait et ne respectaient pas les propriétés étrangères, il les considérerait comme ennemis et les traiterait en conséquence. L'amiral avait ainsi étendu la protection de la France à tous les étrangers dans la Vera-Cruz, à l'exception seulement des Anglais et des Américains qui, ayant des navires de guerre devant le port, pouvaient se protéger eux-mêmes.

Tout cela n'a été qu'une alerte et les fédéralistes ne se sont pas présentés. Le soir, on était maître de l'incendie, grâce à nous. Le journal de la Vera-Cruz a bien voulu reconnaître que nous avons rendu à la ville un service signalé et nous a remerciés; mais, malgré lui, sans doute, le bout de l'oreille a passé. — Après avoir rendu justice au courage de ceux qui ont porté secours et en avoir donné marque de gratitude, le *Censor* ajoute: « et si malheureusement il y a eu quelques victimes parmi les Français, ils ont droit à ce que nous dédommions leurs familles. » Ils voudraient bien pouvoir payer ce service avec quelques piastres et en être quittes; leur incorrigible vanité y trouverait mieux son compte.

Cette vanité a remis le gouvernement dans la voie de la forfanterie qu'il n'avait quitté qu'à regret et seulement pour le temps des négociations. Le *Diario* a repris son langage: la seule modification qu'il y ait

apportée, c'est qu'au lieu de donner les injures et les mensonges comme venant de son fond, et comme un produit de sa propre verve, il les met sur le compte des autres et les donne comme des citations. Tantôt c'est un journal du *Yucatan* qui parle, tantôt une gazette de *Jalisco* ou de *Guadalajara*; ou bien il cite un article impartial du *Courrier des Deux-Mondes*, journal des États-Unis qui, de notoriété publique, est salarié par le cabinet mexicain. C'est dans cette dernière feuille qu'a été publiée une lettre d'un certain M. Farragut, lieutenant de la marine des États-Unis qui, malgré son caractère officiel, n'a pas craint de poser, comme étant l'expression de sa croyance personnelle, des assertions assez injurieuses pour les Français, et en particulier pour l'amiral.

Enfin, le *Diario* a inséré, comme article communiqué, une réponse faite par la *Junte patriotique* de Mexico à un écrit qui, sous le nom de *Notes d'un témoin oculaire*, avait démenti toutes les assertions du rapport de Santa-Anna, sur la journée du 5 décembre. Cette réponse de la *Junte patriotique* est, comme on peut croire, fort peu mesurée dans ses termes. La conclusion en donnera une idée. La voici : « Nous avons démontré, disent les auteurs de cette pièce, que, le 5 décembre, les Français ont fui devant les Mexicains et que dans toutes les actions de ce jour-là ils se sont couverts d'ignominie. »

On comprend que toutes ces attaques, quelque détournées qu'elles se soient montrées dans la forme, et bien que désavouées par le gouvernement, devaient jeter de la défiance et du mauvais vouloir dans les relations qui venaient de se rouvrir. D'autres circonstances sont venues se joindre à celles-là et ont menacé d'amener une nouvelle rupture.

Le gouvernement mexicain, après la remise des ratifications, avait encore des engagements à remplir. Il devait envoyer une seconde expédition de ces ratifications; il devait restituer aux consuls de France l'*exequatur*, qui leur avait été retiré lors du blocus; enfin il devait fournir les délégations sur la douane de la Vera-Cruz pour le paiement de l'indemnité.

Or, les jours se passaient et rien ne venait. Plusieurs de nos navires étaient partis pour la France : la *Médée*, portant les ratifications, le *Lapérouse*, l'*Alcibiade*, tous emmenant des artilleurs à bord. Nos forces

diminuaient. Qu'y avait-il-donc? Le cabinet mexicain était-il capable d'une telle mauvaise foi?

L'amiral en eut sans doute quelque idée, car les départs furent suspendus; des dispositions furent prises pour exécuter un nouveau coup de main, et un courrier fut expédié exprès, pour Mexico, le 18 avril, avec des dépêches très-pressées.

On a dit que l'amiral, dans ces dépêches, traitait fort durement le cabinet mexicain au sujet de ses lenteurs, de sa mauvaise volonté à remplir les conditions de la paix et du langage qu'il laissait tenir à ses journaux; on a dit aussi que l'amiral déclarait dans ces mêmes dépêches que si, par le retour du courrier, il n'apprenait pas que les délégations étaient remises au chargé d'affaires de France, il avait pris toutes ses dispositions pour se remettre en possession de la forteresse; et que, devant un pareil manque de foi, il la garderait jusqu'à de nouveaux ordres de son gouvernement.

Quoi qu'il en soit de la vérité de ces *on dit*, que, pour ma part, je tiens pour être très-voisins de la vérité, toujours est-il qu'il y eut là un nouveau moment de crise et que tout fut encore en suspens. Heureusement pour le Mexique, et peut-être aussi pour la France, il n'a pas été nécessaire d'en venir à aucune extrémité.

Le 24, au soir, les dépêches de Mexico annoncèrent que le gouvernement mexicain avait rempli ses engagements, de lui-même, et que, bien qu'il fût coupable de lenteur, il s'était cependant exécuté avant que le courrier porteur des dernières menaces de l'amiral ne fût arrivé à Mexico. — Les délégations étaient remises au chargé d'affaires de France. — La seconde expédition des ratifications était adressée à l'amiral. — Quant à l'*exequatur*, depuis le 19, on savait que, par une publication officielle, il avait été restitué aux consuls de France.

Ces nouvelles furent le dernier signal de départ. Les gabares chargées des approvisionnements déposés autrefois dans la forteresse, les deux bombards, gardées jusqu'au dernier moment, comme *épouvantails*, les navires légers, tout cela partit.

Le 27 au soir, il ne restait plus que la *Néréide* et la division qui, sous le guidon de la frégate la *Gloire*, demeure en station. Cette division se compose des brigs le *Voltigeur* et le *Zèbre*, et de la corvette l'*Iguala*,

prise sur les Mexicains : ce dernier navire, armé avec les ressources tirées de l'escadre ou de la Nouvelle-Orléans, pourra bientôt faire route pour la France ; c'est une charmante construction, tout nouvellement sortie des chantiers de Baltimore. Dieu veuille qu'on n'envoie pas ce trophée pourrir dans quelque coin de port, avec les constructions étrangères, contre lesquelles notre génie maritime manifeste toujours une invincible répugnance.

Avant de mettre la *Néréide* sous voiles, je dois dire un mot des fédéralistes et leur faire mes adieux. La cause des fédéralistes était bien faite pour avoir nos sympathies : car, dans leurs discours au moins, ils n'ont cessé de faire preuve d'un grand désir de civilisation. D'ailleurs, ils ont généralement accordé à nos nationaux secours et protection, et se sont montrés moins imbus de préjugés contre les étrangers que les Mexicains du parti contraire. Il est fâcheux vraiment qu'ils aient le grand tort de ne pas avoir pour eux la majorité ni morale ni numérique : tort impardonnable dans une république.

Comme on peut le penser, les fédéralistes ont été désolés de nous voir traiter avec le cabinet centraliste. Tout en comprenant que l'intérêt bien entendu de la France veut que l'on entre en arrangement avec le gouvernement de fait, ils auraient bien désiré pourtant qu'il n'en fût rien.

La conclusion des traités est funeste à la cause fédérale, du moins pour l'instant. Le gouvernement ne manquera pas de profiter de l'assentiment des diverses nuances de parti qu'il a ralliées autour de lui, à propos de la guerre, et des ressources momentanées qu'il s'est ainsi créées, pour porter toutes ses forces contre les malheureux *prononcés*, un peu dépopularisés dans ces derniers temps par leurs relations avec nous. — Il se peut donc qu'avant peu les fédéralistes succombent.

Si cependant nous ne nous arrêtons pas aux conséquences présentes et que nous portions notre pensée plus loin dans l'avenir, nous trouverons peut-être que l'appui moral prêté par la France aux idées des fédéralistes, dussent ces idées être un instant comprimées par des revers prochains, aura cependant été utile à leur propagation.

On sait maintenant au Mexique que si un gouvernement fédéraliste éclairé venait à s'établir, il aurait aussitôt l'appui de la France ; le fédéralisme, par cet appui, n'a vécu, cette fois-ci, que quelques mois ;

mais pendant ces quelques mois, il a pu parler librement, agir, faire ses professions de foi ; la presse des Etats-Unis, celle de l'Europe, se sont occupées de lui ; notre appui a mis sa cause en relief ; beaucoup de citoyens se sont déclarés pour lui, qui n'auraient osé le faire sans les chances que lui donnait cet appui ; ces citoyens, désormais compromis, devront suivre sa fortune.

Quoi qu'il arrive donc, il me semble que le fédéralisme nous devra quelques remerciements, plus peut-être que si nous l'eussions dépopularisé en joignant nos armes aux siennes. Je désire qu'il soit satisfait de cette argumentation à la façon du docteur Pangloss.

Le 28 avril, à quatre heures du soir, la *Néréide* a mis sous voiles.

La ville de la Vera-Cruz a salué le pavillon français de vingt-un coups de canon, en signe d'adieu. La *Néréide* a immédiatement rendu cette politesse du général Victoria, qui a montré ainsi, jusqu'au bout, avoir compris, avec le plus d'intelligence et d'élevation de caractère, les convenances imposées par la nature des relations pacifiques actuellement établies entre son pays et le nôtre.